

Bon après-midi, mesdames et messieurs. C'est avec un grand plaisir que je m'adresse aujourd'hui à des hommes et à des femmes dont le rôle, sur le plan de la coopération, est d'une importance capitale pour la prospérité future du Canada. Je souhaite vous entretenir du lien naturel qui unit les visées des établissements d'enseignement postsecondaire et des entreprises soucieux de préserver et de renforcer la compétitivité canadienne dans un contexte commercial international fondé sur la connaissance.

Une ère nouvelle commence et le Canada doit l'aborder de la même manière que Wayne Gretzky aborde le hockey : en précédant la rondelle pour être prêt à la saisir au bon moment au lieu de courir après.

Le gouvernement fédéral s'est donné pour priorité de persuader les Canadiens que la prospérité dépend de leur capacité d'aller de l'avant pour être prêts à saisir les occasions quand elles se présenteront et de les aider à apporter les changements nécessaires pour maintenir leur élan.

Il suffit de se pencher sur le *World Competitiveness Report* de 1992 pour comprendre que nous devons changer. En 1991, selon l'étude, le Canada se classait en 5^e place. Le Rapport de 1992, paru à la fin de juin, lui accordait une 11^e place. Les effets de la récession sur notre rendement économique expliquent en partie le retard qu'ont pris les économies nord-américaines par rapport à celles de nos concurrents. Maintenant que la croissance a repris, nous devrions enregistrer de meilleurs résultats l'an prochain. Cependant, les facteurs qui sont à l'origine de notre dérapage dans la course économique sont inquiétants et exigent qu'on y porte remède.

Pourquoi? Parce que, outre sa chute dans le classement général de la compétitivité, le Canada obtient des résultats encore plus déplorables dans deux domaines pris en considération pour le classement : l'internationalisation et la science et la technologie.

Le Canada est arrivé 17^e au classement dans ces deux catégories. Comment peut-on expliquer cette place? Nous avons pris du retard dans le commerce des services. Nous dépendons trop de nos trois marchés d'exportation. Nous n'investissons pas assez dans les ressources naturelles du siècle prochain, soit la connaissance, l'information et la technologie appliquée. À l'échelle mondiale, les dirigeants d'entreprises canadiennes ont été les plus nombreux à annoncer une diminution des fonds qu'ils consacreront à la recherche-développement (R-D) au cours des deux prochaines années.

De toute évidence, nous ne nous plaçons pas en bonne position pour profiter des possibilités du commerce international à l'avenir. Et il est temps que nous agissions si nous voulons rattraper les 10 pays qui nous précèdent dans la course.